L'Amérique latine dans la crise de l'ordre international

Christophe Ventura

L'Amérique latine traverse, selon l'expression de la Banque mondiale, une « conjoncture critique »[1] dans un contexte économique et géopolitique mondial caractérisé par de multiples tensions et incertitudes. Depuis une décennie, la région est confrontée aux effets cumulés et de long terme de quatre crises multidimensionnelles dont les manifestations et les conséquences s'enchevêtrent :

- celle, économique et financière, de 2007-2008 qui a produit et entretient un ralentissement durable du régime de croissance mondiale et du commerce international, dont dépendent l'essentiel des économies latino-américaines productrices et exportatrices de ressources naturelles et de matières premières à destination des économies mondiales centrales : Chine, États-Unis, Union européenne. Cette crise a également provoqué un accroissement inédit de l'endettement des États de la région, dont le coût de financement ne cesse de grever les ressources disponibles à mesure

1. Banque mondiale, « Revitalizar el crecimiento: una agenda urgente para América Latina y el Caribe », Communiqué de presse, Washington, 10 avril 2024.

que la Réserve fédérale des États-Unis multiplie ses politiques monétaires restrictives – augmentation des taux d'intérêt qui renchérit le coût du service de la dette et favorise le rapatriement des investissements internationaux vers les États-Unis et les pays développés ;

- celle, sanitaire, de la pandémie de Covid-19, qui a accentué toutes ces dynamiques et provoqué, au-delà de son tragique bilan humain en Amérique latine – la région compte 8,5 % de la population mondiale et a enregistré un tiers des décès mondiaux –, divers phénomènes de détérioration socio-économique ;

- celle, militaire, de la guerre d'agression russe en Ukraine depuis 2022 qui, au-delà de ses effets de radicalisation géopolitique, notamment des rapports entre puissances occidentales et pays du « Sud global », a précipité le monde dans le développement de nouvelles crises énergétiques, alimentaires et inflationnistes dont les différents impacts viennent aggraver la situation latino-américaine ;

- celle, enfin, climatique et environnementale. Conjugués aux effets du phénomène « El Niño », ceux des changements climatiques dans la région s'amplifient[1]. Désormais, la multiplication accélérée d'événements climatiques extrêmes (sécheresses, ouragans, pluies diluviennes, incendies récurrents, etc.) partout dans le sous-continent affecte les économies locales, les systèmes agricoles, de santé et énergétiques, la sécurité alimentaire, etc.[2]

Dans ces conditions, les performances des économies latino-américaines se situeront en 2024 et 2025 en deçà de celles de l'économie mondiale, mais également de celles des économies émergentes dont elles font partie. En dehors du Proche-Orient meurtri par la guerre entre Israël et le Hamas en Palestine, l'Amérique latine est la région du Sud la plus fragile du point de vue de son activité économique. Ainsi, le Fonds monétaire international (FMI) y prévoit une croissance située à 2 % en 2024 et 2,5 % en 2025 – contre une moyenne de 4,2 % sur les deux années dans le monde en développement et de 3,2 % au niveau mondial. Dans ce contexte, l'Amérique du Sud

1. Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'année 2023 a été la plus chaude jamais enregistrée dans la région et celle « où les dangers climatiques ont battu tous les records ». OMM, « State of the Climate in Latin America and the Caribbean 2023 », mai 2024.
2. En 2024, le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) estime que les dérèglements climatiques menacent directement la vie de 41 millions de personnes en Amérique latine vivant dans des zones à risques, notamment sur les littoraux. UNFPA, « La emergencia climática amenaza la vida, el sustento y la atención médica de 41 millones de personas que viven en áreas costeras de baja elevación en América Latina y el Caribe », Communiqué de presse, New York, 31 mai 2024.

sera plus mal lotie que le sous-ensemble constitué par le Mexique, l'Amérique centrale et la Caraïbe.

Tandis que la création d'emplois n'a jamais été aussi faible en Amérique latine durant cette décennie 2014-2024 que depuis les années 1950, l'informalité dans le travail concerne 48 % de la population – et plus de 70 % dans certains pays comme la Bolivie, l'Équateur ou le Paraguay –, quand la pauvreté en touche 29 % – parmi les personnes ici affectées, 11,2 % le sont par la pauvreté extrême. Si ce niveau replace la région à celui qui était le sien avant la pandémie de Covid-19, 181 millions de personnes restent néanmoins affectées par la pauvreté et, parmi elles, 70 millions par l'extrême pauvreté. Ce phénomène touche 41 % de la population dans les zones rurales et plus de 42 % des enfants et adolescents, rappelant le poids structurel des inégalités sociales dans la région malgré leur baisse relative constatée dans plusieurs pays[1]. Pour leur part, plus de 43 millions de Latino-Américains souffrent de problèmes de faim et plus de 247 millions d'insécurité alimentaire grave ou modérée, représentant 40 % de la population régionale[2].

Un paysage politique polarisé

C'est dans ce contexte de détérioration récurrente des indicateurs socio-économiques et de développement latino-américains que l'année 2024 a précisé les contours d'une carte politique régionale en constante évolution depuis le démarrage d'un super cycle électoral en 2021. À partir de cette date, 17 pays ont en effet connu, ou vont connaître, des scrutins présidentiels et/ou généraux jusqu'en 2025. Après la victoire de Javier Milei (extrême droite) en 2023 en Argentine, le président Nayib Bukele (populiste de droite) a largement été réélu en 2024 au Salvador, tout comme son homologue Luis Abinader (centre droit) en République dominicaine. Au Panama, la victoire de José Raúl Mulino (droite) a conforté les positions conservatrices dans la région. Pour leur part, le centre gauche et la gauche l'ont emporté au Guatemala (Bernardo Arévalo) et au Mexique avec la large victoire de Claudia Sheinbaum, première femme présidente de l'histoire du pays. Les résultats des élections présidentielles au Venezuela et générales en Uruguay, suivies en 2025 par celles d'Équateur (générales les 9 février

1. Chiffres et éléments tirés de OIT, *Panorama Laboral 2023 de América Latina y el Caribe* (Lima : 2023) ; et Cepalc, *Panorama Social de América Latina y el Caribe 2023* (Santiago : 2023).
2. FAO, FIDA, OPS, UNICEF et WFP, *Panorama Regional de la Seguridad Alimentaria y la Nutrición* (Santiago : novembre 2023).

et 13 avril), d'Argentine (législatives en octobre), de Bolivie (générales en octobre), du Chili (générales les 23 novembre et 21 décembre) et du Honduras (générales le 30 novembre) permettront de fixer le paysage politique des prochaines années, ainsi que d'apprécier le rapport de force entre gouvernements progressistes et conservateurs dans le contexte géopolitique régional. Ces dernières années, tous les processus électoraux latino-américains ont signalé le déploiement de fortes dynamiques de défiance populaire contre les classes dirigeantes, les personnels politiques mais également contre les États eux-mêmes, de radicalisation des électorats et des acteurs politiques, de fragmentation des champs politiques nationaux, d'émergence de forces et de *leaders* « outsiders » et « antisystème » sur fond d'instabilité et de contestation sociales et politiques chroniques.

L'Amérique latine et la scène internationale

Le nouveau paysage politique régional, notamment avec l'élection du président argentin Javier Milei, rebat une nouvelle fois les cartes latino-américaines. Sa victoire met un coup de frein aux perspectives de relance d'une intégration régionale – et du retour d'une voix latino-américaine commune sur les grands dossiers internationaux – portée par un axe Argentine-Brésil. Désormais situés aux antipodes sur le plan politique et en matière d'orientations diplomatiques et de choix d'alliances – position « occidentaliste » et « anticommuniste » à Buenos Aires, diplomatie favorable à la multipolarité et au renforcement du « Sud global » face aux puissances occidentales à Brasilia – et entrés dans une phase de dégradation générale de leurs relations, les gouvernements argentin et brésilien réduisent le champ de leurs coopérations au strict minimum, même s'ils maintiennent celles d'ordre commercial. Face à la remise en cause de l'ensemble des perspectives de relance sud et latino-américaines, le Brésil, pour sa part, place désormais la priorité de sa politique étrangère sur l'espace international et multilatéral – BRICS+, G20, relations bilatérales, sommets internationaux comme la COP30 sur le climat qui se tiendra à Belém du 10 au 21 novembre 2025 – plutôt que sur son espace régional direct où, aux côtés de l'Argentine, plusieurs autres pays sont passés à droite.

De nouveau fragmentés, les pays latino-américains n'en restent pas moins engagés, en ordre dispersé, sur les deux conflits majeurs qui percutent le système international : la guerre en Ukraine et celle opposant, dans une dynamique de régionalisation larvée au Proche-Orient, Israël et le Hamas à Gaza. Dans le premier cas, la plupart des gouvernements condamnent l'agression russe mais refusent de s'aligner sur les exigences des puissances

occidentales – États-Unis et pays de l'UE – en matière de soutien politique et militaire à l'Ukraine et de sanctions appliquées contre la Russie, avec laquelle ils entretiennent de longues et diverses relations – commerciales, technologiques, énergétiques, agricoles, militaires, etc. Toutefois, plusieurs pays dénotent dans ce paysage où une majorité adopte encore une position de non-alignement et souhaite au plus vite une issue politique à ce conflit coûteux (énergie, alimentation, inflation). L'Argentine, l'Équateur, le Guatemala ou le Paraguay soutiennent ainsi Kyiv. Javier Milei a annoncé l'organisation en Argentine d'une conférence internationale de soutien à l'Ukraine et de promotion de ses intérêts en Amérique latine. Le Chili et le Pérou se sont également rapprochés du gouvernement de Volodymyr Zelensky depuis le début de la guerre, notamment en 2024, sans encore lui apporter de soutien matériel direct.

Sur le cas Israël/Hamas, les pays latino-américains sont particulièrement engagés. Dans la région, 19 pays reconnaissent l'État de Palestine, à l'instar de 127 autres États membres des Nations unies dans le monde (75 % du total). Seul le Panama fait exception. Depuis le début de la guerre lancée par Israël en représailles aux attentats du Hamas du 7 octobre 2023, de nombreuses voix se sont levées dans la région contre le gouvernement de Benyamin Netanyahou et pour condamner l'action militaire israélienne contre les populations de Gaza. La Bolivie et la Colombie ont rompu leurs relations diplomatiques avec Israël – rejoignant dans cette liste Cuba et le Venezuela. Le Belize a annoncé la suspension des relations avec Tel-Aviv jusqu'à l'instauration d'un cessez-le-feu entre les belligérants. Le Brésil, le Chili et le Honduras ont quant à eux rappelé leurs ambassadeurs. Plusieurs pays – Bolivie, Brésil, Colombie, Cuba, Nicaragua, Venezuela – soutiennent également l'Afrique du Sud et ses démarches auprès de la Cour internationale de justice (CIJ), accusant Israël de « génocide » à Gaza. De son côté, l'Argentine soutient inconditionnellement Israël dans son action, qu'elle considère existentielle pour la défense des valeurs occidentales.

En 2025, les évolutions régionales en Amérique latine dépendront de celles des situations socio-économiques et politiques locales soumises à de fortes incertitudes, de la carte politique sous-continentale issue des élections prévues, mais aussi du résultat de celles prévues aux États-Unis le 5 novembre 2024, selon que la candidate ou le candidat démocrate ou Donald Trump dirigera la première puissance mondiale et précisera sa politique vis-à-vis des pays latino-américains.